
L'armée israélienne est confrontée à sa plus grande crise de refus depuis des décennies

Description

Plus de 100 000 Israéliens auraient cessé de se présenter au service de réserve. Si les raisons diffèrent, l'ampleur de la crise témoigne de l'affaiblissement de la légitimité de la guerre.

Par Meron Rapoport, le 11 avril 2025



Soldats israéliens à la frontière avec le Liban, au nord d'Israël, le 3 décembre 2024. (Ayal Margolin/Flash90)

Personne n'est en mesure de donner des chiffres précis. Aucun parti ou dirigeant politique ne le demande explicitement. Mais quiconque a passé du temps dans les manifestations antigouvernementales ou sur les réseaux sociaux en hébreu ces dernières semaines sait que c'est vrai : il est de plus en plus légitime de refuser de se présenter au service militaire en Israël et pas seulement [au sein de la gauche radicale](#).

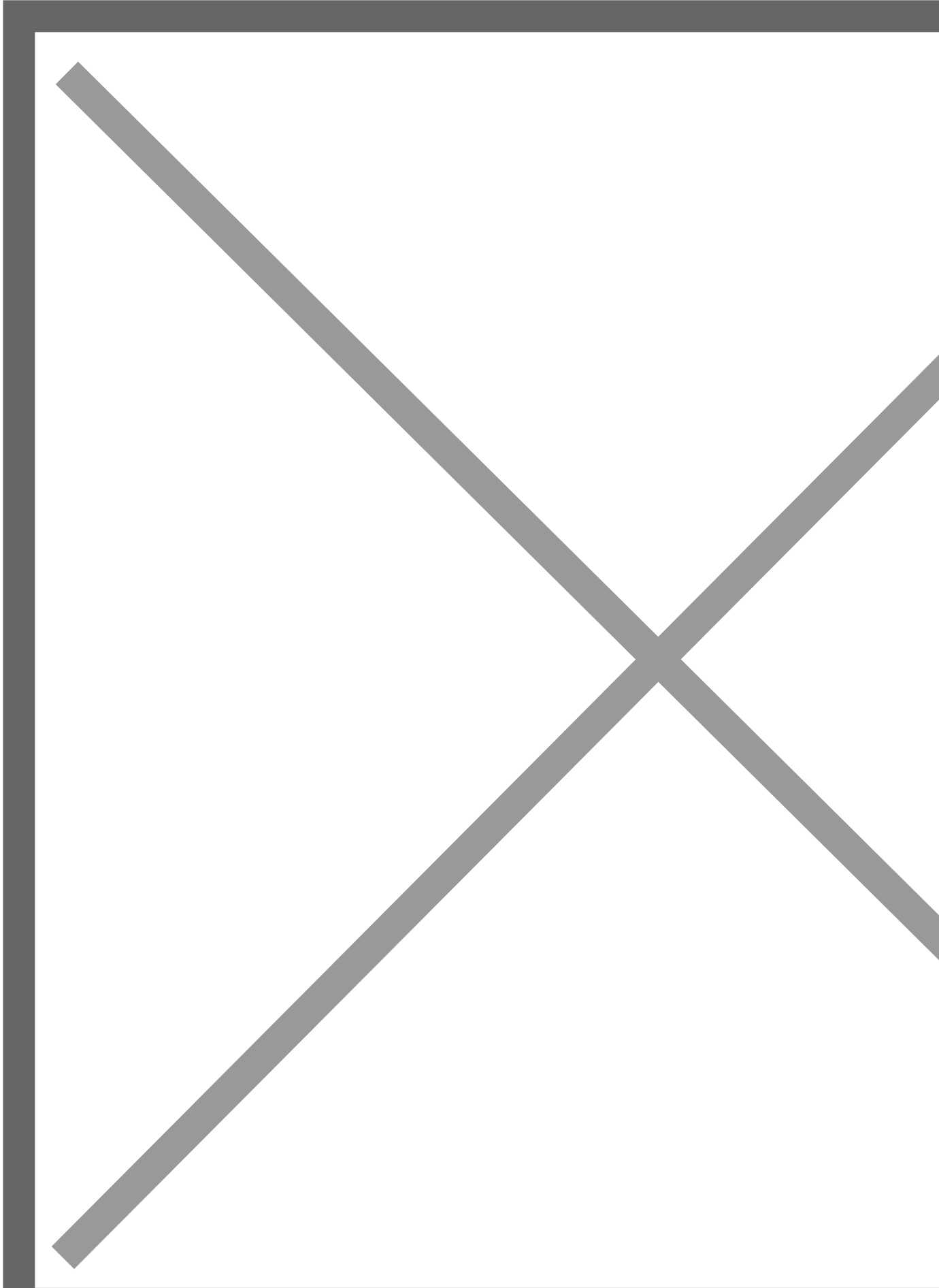
Dans la période qui a précédé la guerre, le refus ou plus précisément le fait de « cesser de se porter volontaire » pour les réserves est devenu une [caractéristique importante des manifestations de masse](#) contre la réforme judiciaire du gouvernement israélien. Au plus fort de ces manifestations, en juillet 2023, plus de 1 000 pilotes et membres de l'armée de l'air ont [déclaré](#) qu'ils cesseraient de se présenter au travail si la législation n'était pas abandonnée, ce qui a conduit à des avertissements de la part de hauts responsables militaires et du chef du Shin Bet, selon lesquels la réforme judiciaire mettait en péril la sécurité nationale.

La droite israélienne continue jusqu'à aujourd'hui d'affirmer que ces menaces de refus ont non seulement encouragé le Hamas à attaquer Israël, mais qu'elles ont également affaibli l'armée. En réalité, toutes ces menaces ont disparu dans l'après-midi le 7 octobre, les manifestants se portant massivement et avec enthousiasme volontaires pour s'enrôler.

Pendant 18 mois, la grande majorité de la population juive d'Israël s'est ralliée au drapeau pour soutenir l'assaut contre Gaza. Toutefois, des fissures ont commencé à apparaître, en particulier depuis que le gouvernement a décidé de rompre le cessez-le-feu le mois dernier.

Ces dernières semaines, les médias ont fait état d'une baisse significative du nombre de soldats se présentant au service de réserve. Bien que les chiffres exacts soient un secret bien

gardiens, l'armée a informé le ministre de la Défense Israël Katz à la mi-mars que le taux de participation s'élevait à 80 %, contre environ 120 % immédiatement après le 7 octobre. [Selon Kan](#), le radiodiffuseur national israélien, ce chiffre a été falsifié : le taux réel est plus proche de 60 %. D'autres rapports font état d'un taux de participation de 50 % voire moins, certaines unités de réserve [essayant de recruter](#) des soldats par le biais des réseaux sociaux.



Une foule d'amis, de familles et de militants organise une manifestation de solidarité en faveur d'Ella Keidar Greenberg devant le centre de recrutement de Tel Hashomer, avant qu'elle ne déclare son refus de s'enrôler dans l'armée israélienne, le 19 mars 2025. (Oren Ziv)

« Le refus se fait par vagues, et celle-ci est la plus importante depuis la première guerre du Liban en 1982 », a déclaré +972 Ishaï Menuchin, l'un des dirigeants du mouvement de refus Yesh Gvul (« Il y a une limite »), qui a fondé pendant cette guerre.

Tout comme la conscription dans les forces régulières à l'âge de 18 ans, il est obligatoire pour les Israéliens de servir dans les réserves lorsqu'ils sont convoqués jusqu'à l'âge de 40 ans (bien que cette période puisse varier en fonction du grade et de l'unité). En temps de guerre, l'armée dépend fortement de ces forces.

Au début de la guerre, l'armée a déclaré avoir recruté environ 295 000 réservistes en plus des quelque 100 000 soldats en service régulier. Si les rapports faisant état d'un taux de participation de 50 à 60 % dans les réserves sont exacts, cela signifie que plus de 100 000 personnes ont cessé de se présenter au service de réserve. « C'est un chiffre énorme », a fait remarquer M. Menuchin. « Cela signifie que le gouvernement aura des difficultés à poursuivre la guerre.

Le 7 octobre a d'abord créé un sentiment de « Ensemble, nous vaincrons », mais ce sentiment est maintenant « rodé », a déclaré Tom Mehager, un activiste qui a refusé de servir pendant la deuxième Intifada et qui gère aujourd'hui une [page sur les réseaux sociaux](#) où sont diffusés des vidéos d'anciens refusant d'accomplir leur devoir, expliquant leur décision. « Pour attaquer Gaza, trois avions suffisent, mais le refus continue de tracer des lignes rouges. Il oblige le système à comprendre les limites de son pouvoir ».

« Jour après jour, je relève des déclarations de refus »

La majorité de celles et ceux qui défient les ordres d'enrôlement semblent être ce que l'on appelle des « fractaires gris », c'est-à-dire des personnes qui n'ont pas d'objection idéologique à la guerre, mais qui sont plutôt démoralisées, fatiguées ou lassées qu'elle dure depuis si longtemps. À côté d'elles, une petite minorité de réservistes, qui ne cesse de croître, refuse de s'engager pour des raisons éthiques.

Selon Menuchin, Yesh Gvul a été en contact avec plus de 150 fractaires idéologiques depuis octobre 2023, tandis que New Profile, une autre organisation soutenant les « refusniks », a traité plusieurs centaines de cas de ce type. Mais alors que les adolescents qui refusent d'enrôlement obligatoire pour des raisons idéologiques sont [passibles de peines de prison](#) de plusieurs mois, Menuchin n'a connaissance que d'un seul réserviste qui a été puni pour son récent refus en recevant une peine de deux semaines de mise à l'épreuve.

« Ils ont peur de mettre les fractaires en prison, car cela pourrait enterrer le modèle de l'armée populaire », explique-t-il. « Le gouvernement le comprend et n'insiste donc pas trop ; il se contente de renvoyer quelques réservistes de l'armée, comme si cela allait résoudre le

problème.



Des soldats israéliens près de la frontière avec la Syrie, le 8 décembre 2024. (Michael Giladi/Flash90)

Par conséquent, Menuchin estime qu'il est difficile d'estimer l'ampleur réelle de ce phénomène. « Pendant la guerre du Liban, nous avons estimé que pour chaque fractaire qui allait en prison, il y avait huit à dix autres fractaires idéologiques », explique-t-il. « Ainsi, si 150 ou 160 personnes ont déclaré qu'elles n'iraient pas à l'armée pour des raisons idéologiques, il est raisonnable d'estimer qu'il y a au moins 1 500 fractaires idéologiques. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg [autant donné le nombre bien plus important de fractaires non idéologiques] ».

Cependant, selon Yuval Green qui a refusé de poursuivre son service à Gaza [après avoir désobéi à l'ordre de mettre le feu à une maison palestinienne](#), et qui dirige aujourd'hui un mouvement anti-guerre appelé « [Soldats pour les otages](#) », dont 220 réservistes ont signé la déclaration de refus cette catégorisation binaire ne dit pas tout.

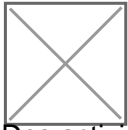
« Il y a de plus en plus de gens qui ne se soucient pas nécessairement des Palestiniens, mais qui ne se sentent plus en paix avec les objectifs de la guerre », explique-t-il. C'est ce que j'appelle le « refus idéologique gris ». Je n'ai aucun moyen de savoir combien ils sont, mais je suis sûr qu'ils sont nombreux.

« Dans le passé, les gens que je connaissais étaient vraiment en colère contre moi [pour avoir appelé au refus] », a poursuivi M. Green. « Aujourd'hui, je sens beaucoup plus de compréhension. Nous sommes devenus plus pertinents pour eux. Les médias nous couvrent ; nous avons été invités sur Channel 13 et Channel 11. Jour après jour, je vois des déclarations de refus ».

Les exemples récents abondent. La semaine dernière, *Haaretz* a publié une [tribune](#) de la mère d'un soldat qui déclarait : « Nos enfants ne se battront pas dans une guerre messianique de choix ». Un autre [article d'opinion](#) publié dans le même journal par un soldat anonyme déclarait : « La guerre actuelle à Gaza vise à acheter la stabilité politique avec du sang. Je n'y participerai pas ».

D'autres sont moins explicites, mais l'effet est similaire. Dans une interview récente, l'ancien juge de la Cour suprême, Ayala Procaccia, n'a pas approuvé le refus de s'enrôler, mais a [appelé à la désobéissance civile](#). Le 10 avril, près de 1 000 réservistes de l'armée de l'air ont [publié](#) une lettre ouverte exigeant un accord sur les otages qui mettrait fin à la guerre ; ils ont rapidement [rejoint](#) par des centaines de réservistes de la marine et de l'unité 8200, l'unité d'élite des services de

renseignement. Le Premier ministre Netanyahu [a répondu](#) : « Le refus est un refus, même s'il est dit implicitement et dans un langage euphémisé ».



Des activistes de Free Jerusalem protestent contre la guerre à Gaza, Jérusalem, 9 avril 2025.
(Chaim Goldberg/Flash90)

« La légitimité du régime est en danger »

[Yael Berda](#), sociologue à l'Université hébraïque et militante de gauche, explique que le dilemme dans le choix de se présenter pour le service de réserve découle avant tout de préoccupations économiques. Elle se réfère à une [enquête récente](#) de l'Office israélien de l'emploi, selon laquelle 48 % des réservistes ont déclaré avoir subi une perte importante de revenus depuis le 7 octobre, et 41 % ont déclaré avoir été licenciés ou contraints de quitter leur emploi en raison de périodes prolongées passées dans la réserve.

Menuchin considère aussi que les facteurs économiques jouent un rôle important, mais propose une explication supplémentaire : « Les Israéliens ne veulent pas avoir l'impression d'être des pigeons, et ils en sont maintenant un point où ils ont l'impression d'être exploités. Ils voient d'autres personnes bénéficier d'exemptions, et ils parient que si quelque chose leur arrive, personne ne les soutiendra, eux ou leur famille. Il y a un sentiment d'abandon : ils voient les familles des otages faire du crowdfunding pour survivre. En fin de compte, l'état n'est pas vraiment là, et de plus en plus d'Israéliens s'en rendent compte. »

« Il y a beaucoup de désespoir », poursuit Menuchin. « Les gens ne savent pas où ils vont. On voit la ruée vers les passeports étrangers même avant le 7 octobre et la recherche de meilleurs endroits où émigrer. Les gens se replient de plus en plus sur leurs propres intérêts. Et surtout, on ne ramène pas les otages ».

En ce qui concerne le refus idéologique, Mme Berda identifie plusieurs catégories. Un type de refus découle de « ce que j'ai vu à Gaza », mais il s'agit d'une minorité », explique-t-elle. « Un autre type de refus est la perte de confiance dans les dirigeants, en particulier lorsque le gouvernement n'a pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour ramener les otages. Il y a un écart intolérable entre ce que le gouvernement a dit qu'il faisait et ce qu'il a réellement fait. Ce décalage entraîne une perte de confiance de la part des citoyens ».

Une autre catégorie, poursuit Berda, est le « dégoût pour le discours du sacrifice » promu par l'extrême droite religieuse, dirigée par des personnalités comme Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. « Il s'agit d'une sorte de réaction contre le discours des colons qui dit qu'il est bon de sacrifier sa vie pour quelque chose de plus grand », explique Berda. Les gens réagissent à l'idée que la collectivité est plus importante que l'individu en disant : « Les objectifs de l'état sont importants, mais j'ai ma propre vie ».

Tout en notant que les menaces de refus représentaient une part importante des protestations antigouvernementales de 2023, Berda affirme que « maintenant, après l'effondrement du cessez-le-feu, on peut dire que l'ensemble du mouvement de protestation [s'oppose à la poursuite de la guerre](#) au motif qu'il s'agit de la guerre de M. Netanyahou. C'est vraiment nouveau ; il n'y a jamais eu une telle rupture, et la légitimité du régime est en danger. »

« En 1973, ils disaient que Golda [Meir] était incompétente, qu'elle faisait des erreurs, mais personne ne doutait de sa loyauté », poursuit Berda. « Pendant la première guerre du Liban, des doutes ont été mis quant à la loyauté d'Ariel Sharon et de Menachem Begin, mais c'était marginal. Aujourd'hui, surtout à la lumière de [l'affaire du Qatargate](#), les gens sont convaincus que Netanyahou est prêt à détruire l'état pour son profit personnel.

Néanmoins, la vague de refus et de non-participation n'a pas encore mis l'armée à genoux. Les gens disent : « Il y a le gouvernement et il y a l'état », explique Berda. « Ces gens continuent d'aller servir parce qu'ils s'accrochent à l'état et à ses institutions de sécurité, car ils n'y croient plus, ils n'auront plus rien ».

« Le public comprend que dès que la confiance dans l'armée est rompue, l'histoire est terminée et c'est effrayant », poursuit-elle. « Ils ont peur d'être impliqués dans la chute de l'armée, car cela les rendrait complices. Bibi oblige les Israéliens à faire [ce qu'ils considèrent comme] un choix terrible. Quoi que vous fassiez, vous serez complices d'un crime : soit le crime de génocide, soit le crime de démantèlement de l'état ».

Une version de cet article a d'abord été publiée en hébreu sur Local Call. Lisez-le [ici](#).

Traduction : SD pour l'Agence Média Palestine
Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2025/04/14